CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

COLETTE CASTRUCCI, *LE QUARTIER DU PORT DE MARSEILLE 1500-1790. UNE RÉALITÉ URBAINE RESTITUÉE*, AIX-EN-PROVENCE, PUP, 2016

Fleur Beauvieux

Société française d'histoire urbaine | « Histoire urbaine »

2022/2 N° 63 | pages V à VII

ISSN 1628-0482
DOI 10.3917/rhu.063.0227

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2022-2-page-V.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'histoire urbaine.
© Société française d'histoire urbaine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Société française d'histoire urbaine | Téléchargé le 03/06/2022 sur www.cairn.info via Institut de Recherche pour le Développement (IP: 91.203.32.150)

Colette Castrucci, *Le quartier du port de Marseille 1500-1790. Une réalité urbaine restituée*, Aix-en-Provence, PUP, 2016. (Fleur Beauvieux)

Version remaniée de sa thèse de doctorat d'histoire[1], Colette Castrucci rappelle dès l'introduction de son ouvrage l'enjeu majeur derrière son étude : reconstituer un quartier marseillais de l'Époque moderne, en grande partie disparu suite aux bombardements de la Seconde Guerre mondiale, et pour lequel nous ne disposons que de très peu de représentations iconographiques. Ce « quartier du port », le plus ancien de la cité, où aujourd'hui encore est situé l'Hôtel de Ville, est dénommé « vieille ville » dans les sources (par opposition à la « nouvelle ville » qui occupe la majeure partie des constructions à partir du XVII^{e} siècle) ou encore « Corps de ville », signifiant sa place centrale tant d'un point de vue géographique que politique.

Préfacé par Régis Bertrand, l'ouvrage se compose de trois grandes parties après une introduction où l'autrice précise ses questionnements initiaux de recherche ainsi que la façon dont celle-ci a pu être réalisée. Chargée de recherche à l'INRAP depuis de nombreuses années, c'est l'archéologie qui a permis à Colette Castrucci d'entrer dans la discipline historique. Le dialogue est fécond et rappelle la nécessité de prendre en compte les fouilles archéologiques dans les recherches en histoire sociale et urbaine.

Dans la première partie (« Le « Corps de Ville », symbole de la « bonne ville » de Marseille ? »), Colette Castrucci nous livre une description du quartier, rappelant sa fonction de cohésion entre l'élite dirigeante de la ville qui constitue le consulat propre à la cité marseillaise, et les « corps de métiers mais aussi toutes les couches les plus modestes de la population » (p.19), ainsi que leur lien social au travers des rues et bâtiments. Émergeant en 1500 lorsque la division médiévale des sixains est abandonnée, le quartier de Corps de ville recoupe trois de ces derniers, et devient l'un des quatre quartiers de Marseille, division administrative qui prévaut ensuite tout au long de l'Époque moderne. Outre l'esquisse de ses limites, des rues et des principaux axes, l'autrice rappelle les symboles qui font de Marseille une « ville-port » puisque le quai de l'Hôtel-de-ville appartient à cette portion de la cité, considéré par ailleurs comme un lieu de « reconnaissance sociale » (p. 55) par les quelques familles nobles qui y occupent des demeures au moins jusqu'à la seconde moitié du XVII^{e} siècle. L'unité du quartier est rappelée à travers les différents secteurs et bâtiments qui organisent l'espace (places et marchés, église, hôpitaux, Maison du Roi, etc.), avec pour chacun d'eux une étude méticuleuse de leur fondation et des aménagements successifs au cours de la période. Les actes notariés, et en particulier les rapports de future cautelle[2], forment la principale source sur laquelle s'appuie l'autrice pour mener sa recherche. Elle permet de faire émerger cet « espace vécu », pour reprendre la tripartition d'Henri Lefebvre entre espace conçu/vécu/perçu, qui est approfondi dans la seconde partie de l'ouvrage.

La seconde partie, intitulée « Quand les manières d'habiter disent les manières de vivre », nous fait dès lors entrer dans l'habiter ordinaire de l'Époque moderne, avec la description des maisons et des îlots composées par celles-ci. En montrant le tournant que constitue la moitié du XVII^{e} siècle avec les différents travaux d'agrandissement et de réaménagement de la ville, Colette Castrucci nous livre tant la forme extérieure des maisons (qui vont peu à peu devenir

[1] Soutenue en 2010 à Aix-Marseille 1.

[2] Rapports d'estime établis par des experts après une vente, comprenant une description du bien et des observations des différentes pièces le composant.

© Société française d'histoire urbaine | Téléchargé le 03/06/2022 sur www.cairn.info via Institut de Recherche pour le Développement (IP: 91.203.32.150)

de plus en plus des immeubles d'appartements) que les divisions internes des différentes pièces et leur répartition quand il y a plusieurs étages. La double-affectation de certaines habitations (maison et boutique) nous permet de nous plonger dans la vie citadine et cette partie de l'ouvrage constituent des pages essentielles pour comprendre comment pouvaient s'organiser les relations sociales de l'Ancien Régime, prises dans les espaces où elles peuvent se déployer. Cet apport à l'histoire sociale est complété par l'usage de nombreux exemples cités par l'autrice, nous permettant d'approcher et de suivre certains habitants et leurs voisins dans les différents agencements qu'ils mettent en place à l'intérieur et au-dehors de leurs habitations. Les fouilles archéologiques auxquelles elle a participé, complètent les archives dans lesquelles elle puise cette micro-histoire issue d'actes notariés.

Dans la dernière partie (« La construction privée marseillaise à l'Époque moderne »), c'est autour de l'action des métiers du bâtiments (maçons, charpentiers…) et de leurs ouvrages que l'autrice structure son propos, en expliquant les différentes techniques de construction utilisées à l'Époque moderne. De la cave au grenier, sont décrits les principaux matériaux nécessaires à la réalisation du bâti : pierre, avant tout, mais également bois, plâtre, terre cuite, pavés, permettant la mise en œuvre de l'ossature des bâtiments, l'évacuation des eaux, les façades ou encore la couverture des toits. En touchant ici au champ de recherche de l'économie de la construction, et en ne concentrant pas son propos uniquement sur les évolutions architecturales, c'est la restitution de l'ensemble des maisons qui composent ce quartier central qui est exhumée par Colette Castrucci, qui prend pour acquis dès le début de son étude que les « monuments de prestige […] ne peuvent pas refléter la réalité de l'ensemble du bâti » (p. 9) et ainsi les lieux de vie de l'ensemble du corps social marseillais.

Il est dommage que l'éditeur ait choisi de reléguer le carnet iconographique en fin d'ouvrage, comme une annexe, alors que la superposition du texte et de l'image aurait permis une meilleure compréhension du propos. La documentation iconographique est en effet centrale et nous montre la créativité dont doit faire preuve l'historien pour donner à voir un quartier disparu, en superposant des documents issus de différentes époques : les photographies du début du XX^{e} siècle des hôtels particuliers des échevins (dont certains furent détruits par la suite) ou encore des vieilles poissonneries ; les quelques tableaux de l'Époque moderne où la ville apparaît en décor ; les différents types de cartographies (plans de l'Époque moderne ; reconstitution à partir d'archives pour les espaces de ville dont nous ne disposons pas de plans) ; les photographies de sources historique (extraits de cadastres), etc. 98 illustrations et 7 tableaux complètent ainsi le texte écrit, qu'il est par ailleurs possible de prolonger et d'approfondir encore, grâce aux annexes de la thèse de l'autrice, déposés sur HAL[3], où elle nous offre généreusement plus de 300 pages de sources mobilisées pour son étude, et nous permet ainsi de voir concrètement à partir de quelles archives elle a travaillé.

Ce livre, important tant pour l'histoire urbaine que l'histoire sociale, est à resituer parmi les études historiques sur Marseille de ces quinze dernières années qui accordent une considération à sa structuration urbaine et à sa morphologie. Nous pensons à l'ouvrage de Guenièvre Fournier-Antonini, paru quelques années plus tôt, qui étudie en comparaison d'autres cités méditerranéennes la cartographie et les représentations urbaines de la cité phocéenne[4] ; ou encore à celui de Julien Puget, paru plus récemment, qui prolonge certaines questions soulevées par Colette Castrucci en les déplaçant à un autre quartier (celui de

[3] https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01229517/

[4] Guenièvre Fournier-Antonini, *Barcelone, Gênes et Marseille. Cartographies et images, XVIe-XIXe siècle*, Turnhout, Brepols, 2012.

© Société française d'histoire urbaine | Téléchargé le 03/06/2022 sur www.cairn.info via Institut de Recherche pour le Développement (IP: 91.203.32.150)

l'agrandissement décidé en 1666 par la Royauté) et en y incluant une analyse des formes juridiques de la propriété[5].

L'étude de Colette Castrucci témoigne enfin de l'importance de telles recherches pour la ville de Marseille : les formes urbaines que nous connaissons ayant tendance à disparaître (les effondrements du 5 novembre 2018 en sont un triste rappel), les études urbaines tant en histoire qu'en archéologie sont essentielles pour nous remémorer les physionomies antérieures de nos cités.

Soulas Nicolas, *Révolutionner les cultures politiques : l'exemple de la vallée du Rhône, 1750-1820*, Avignon, Éditions Universitaires d'Avignon, 2020, 552 p. (Antoine Ropion)

Depuis la fin des années 1970, le champ des études de la Révolution française connaît une multiplication des investigations conduites « par le bas » : au prisme du local et du quotidien, la lumière s'est peu à peu faite sur l'hétérogénéité d'un processus trop longtemps réduit au surgissement de l'uniforme. L'exhumation de récits singuliers a ouvert la voie à une meilleure compréhension des modes de politisation pluriels des individus. L'étude des répertoires d'action et de contestation des communautés rurales et urbaines a en outre démontré la nécessité de décloisonner la temporalité révolutionnaire afin de pleinement saisir les subtilités des dynamiques de rupture qui l'habitent. Du national au local et de l'événement au temps long : c'est avec la volonté d'affirmer le haut potentiel de ces jeux d'échelles que Nicolas Soulas avait, en 2017, mené à bien sa thèse de doctorat : *Pouvoir, conflits et recompositions sociopolitiques, L'exemple du couloir rhodanien, 1750-1820*. Le présent ouvrage propose la publication presque exhaustive de ce travail pionnier.

Pour saisir comment le flux puis le reflux révolutionnaires ont amendé la culture politique des méridionaux (comprise comme l'ensemble des « pratiques collectives ou individuelles ancrées dans des systèmes de représentations et de valeurs politiques, perçues et conçues comme telles par leurs acteurs », p. 22), Nicolas Soulas adopte une méthode simple mais ambitieuse : mesurer les évolutions du recrutement, de l'action et de la remise en cause des édiles locaux grâce à l'analyse prosopographique du personnel politique de 27 communautés urbaines et rurales réparties sur 260 km le long du Rhône (soit près de 5 000 individus, de Vienne au nord à Arles au sud). Puis, à partir de l'examen de la composition socio-politique des municipalités, des comités de surveillance et des justices de paix – examen complété par l'étude des registres de délibérations municipales et départementales (près de 800 au total) – explorer la variété des mutations fermentées dans les arènes locales sous les effets de l'élargissement de la sphère publique ou de la recomposition des réseaux antagonistes au rythme des insurrections et des épurations. On ne s'étonnera pas du caractère composite du territoire couvert par l'historien : Nicolas Soulas a fait le choix de se constituer un terrain d'enquête incitant à la confrontation de situations très diverses. Entre la grande cité d'Avignon et le village de Tain-l'Hermitage, entre les communes à échevinage et celles bénéficiant du système consulaire, entre le Dauphiné et le Comtat indépendant, le Rhône est à envisager comme un simple fil rouge et non comme un facteur de cohésion.

Les résultats de cette vaste enquête sont restitués en deux temps qui, pour résumer, en présentent successivement les volets « quantitatif » et « qualitatif ». La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse de la démographie édilitaire. Elle se divise en cinq chapitres traitant chacun d'une période (Ancien Régime ; début de la Révolution ; Terreur et Thermidor ; Directoire ; Empire et Restauration), précédés d'un prologue consacré à la crise fédéraliste de 1793. La catégorisation des édiles y repose sur l'examen de trois critères principaux :

[5] Julien Puget, *Les embellissements d'Aix et de Marseille. Droits, espace et fabrique de la ville aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

© Société française d'histoire urbaine | Téléchargé le 03/06/2022 sur www.cairn.info via Institut de Recherche pour le Développement (IP: 91.203.32.150)